



La Lettre d'information sur la Coopération Mondiale du Conseil international d'action sociale (ICSW) du mois de juin a été préparée par la branche européenne d'ICSW. Elle présente les éléments saillants d'une conférence récente organisée par ICSW Europe à Moscou, en coopération avec ses membres russes et ses autres partenaires. Certaines des déclarations prononcées lors de la conférence sont incluses. La conférence de Moscou a mis l'accent sur le développement durable et le bien-être humain. Elle constitue une étape importante à l'échelle régionale en vue de la préparation de la Conférence mondiale conjointe de Dublin en 2018. Cette conférence est dédiée à la promotion du développement durable de l'environnement et des communautés humaines dans les secteurs du travail social et du développement local. Comme d'habitude, nous proposons des recensions d'ouvrages sur des thématiques d'intérêt pour nos lectrices et nos lecteurs.

Sergei Zelenev, Directeur général d'ICSW et rédacteur en chef de la Lettre mensuelle d'information sur la Coopération Mondiale

Suite page 2

ZOOM

Conférence Internationale « Bien-être humain, Cohésion Sociale et Développement Durable »

2

Appliquer les objectifs de développement durable à l'horizon 2030 à l'échelle locale

4

Suite de la page 1

Conférence Internationale « Bien-être humain, Cohésion Sociale et Développement Durable : à la recherche des réponses aux défis contemporains », Moscou (Fédération Russe) – 18-19 mai 2017

La Conférence Internationale « Bien-être humain, Cohésion Sociale et Développement Durable : à la recherche des réponses aux défis contemporains » a été l'un des événements les plus importants de l'ICSW Europe de l'année 2017. Elle s'est tenue à Moscou les 18-19 mai 2017. Le gouvernement de la ville de Moscou, le Département du travail et de la protection sociale de la population de la ville de Moscou, l'Institut de formation continue des professionnels des services sociaux, et l'École internationale de travail social étaient présents en tant que co-organisateurs de la conférence.

La conférence a été conçue avec une focale particulière sur l'efficacité du travail social et du développement social dans *la promotion du développement durable de l'environnement et des communautés* dans le cadre de la préparation de la Conférence conjointe sur le Travail social et le Développement social à Dublin, prévue pour 2018. Près de 250 participants de 15 pays d'Europe et d'Asie et plus de 12 régions de la Fédération Russe ont participé à l'événement.

La Conférence a été introduite par **Vladimir Petrosyan** (Ministre du gouvernement de la ville de Moscou, Directeur du Département du travail et de la protection sociale de la population), **Galina Karelova** (Vice-présidente de l'Assemblée du Parlement russe (Douma)), **Eva Holmberg-Herrström** (Présidente de l'ICSW), **Marina Gordeyeva** (Présidente du conseil d'administration de la Fondation pour les enfants en situations difficiles) et **Vladimir Kuznetsov** (Directeur du Centre d'information de l'ONU à Moscou) ont prononcé les allocutions d'introduction.

Les participant.es ont rendu hommage à Miloslav Hettes, le Président précédent d'ICSW Europe. La vision et l'encadrement de Miloslav ont joué un rôle fondamental pour créer le plan



quadriennal de l'ICSW (2016-2020) et ses autres activités. **Jean-Michel Hôte** (Président par intérim de l'ICSW Europe) a mis en avant son rôle de lien avec les partenaires russes de l'Institut de formation continue des professionnels des services sociaux et son investissement pour les faire rejoindre l'ICSW Europe. Les participants ont observé une minute de silence en mémoire de Miloslav Hettes.

Le programme de la conférence a débuté avec une première séance intitulée « La protection sociale au XXI^e siècle : à la recherche de solutions efficaces pour parvenir à l'égalité des droits et des opportunités ». Les intervenant.es étaient : **Paul Ladd** (Directeur de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social à Genève), **Elena Khohlova** (Ministre de la Protection sociale de la région de Tver en Russie), **Odile Frank** (Présidente, Forum des ONG sur la santé et Représentante spéciale d'ICSW aux Nations Unies à Genève et dans les agences spécialisées), **Sergei Zelenev** (Directeur général de l'ICSW) et **Lilia Ovcharova** (Directrice de l'Institut des politiques sociales de la Haute école d'économie de l'Université de Recherche). La session était modérée par **Tatiana Potyayeva** (Commissaire aux droits humains de la Ville de Moscou) et **Ronald Wiman** (Spécialiste en chef, Institut national de santé et de protection sociale de Finlande).

La deuxième séance a traité de « La protection sociale : universalité, accessibilité et efficacité », avec des interventions de Philippe Steck, Lenara Ivanova, Elli Aaltonen, Natalya Pochinok, et Joaquin Eguren, et une modération d'Irene Kohler et Pavel Keller.

La troisième et dernière séance du 18 mai, intitulée « Défis contemporains, innovations et engagement de la société civile », était modérée par Solveig Askjem et Andrey Panov. Les intervenant.es étaient Marianne Skytte, Annelise Murakami, Angele Cepenaite, Valentina Yarskaya, Elena Yarskaya-Smirnova et Kaarina Tamminiemi. Le programme de la conférence indique les affiliations des intervenant.es des deux autres séries de séances parallèles.

Le document de synthèse de la conférence a été adopté et acclamé à la fin de la première journée.

La vidéo de la première journée de la conférence à l'hôtel Golden Ring est disponible ici :

-allocutions plénières et 1^e partie :

<https://yadi.sk/i/-VNwgEwY3JUdc5>

-2^e partie : <https://yadi.sk/i/-FPXDG0-3JUdbq>

-3^e partie : <https://yadi.sk/i/ZbB9GU2p3JUdbx>

Le deuxième jour de la conférence, le 19 mai, s'est agencé autour de trois visites de terrain et d'ateliers accompagnant ces visites : « Développement professionnel et emploi : des réponses aux défis » (animé par le Centre étatique pour l'emploi des jeunes, à Moscou), « Le vieillissement de la population : défis modernes et la recherches de mécanismes de solutions » (animé par le Centre municipal Tagansky), et « Egalité femmes-hommes, risques genrés et vulnérabilités, inclusion social en contexte démographique » (animé par le Centre de réhabilitation de crise pour les femmes). Pour lire le programme complet de la conférence et la liste des intervenant.es, voir : <http://may18.soc-education.ru/en#conferencetimetable>

Les hôtes russes ont aménagé les visites de terrain et ont préparé un programme social et culturel riche pour tous les participant.es et les invité.es. Le site de la conférence est ici : <http://may18.soc-education.ru/en>

Les articles et les actes de la conférence seront publiés dans le courant de l'année.

Voici des interventions sélectionnées par l'équipe d'ICSW Europe:

Traduire les Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030 à l'échelle locale : principes et compromis

Sergei Zelenev, Directeur general d'ICSW

J'aimerais partager avec vous mes réflexions sur le rôle que l'ICSW pourrait jouer dans l'application des engagements pris dans le cadre des objectifs de Développement durable à l'horizon 2030, aux échelles régionales et locales.

Conçus comme un Plan d'intervention mondial, les objectifs du Développement durable à l'horizon 2030 dépendent des capacités nationales à transformer cet engagement en résultats tangibles. Si cette phrase semble redondante, elle révèle en réalité un grand défi. Le rôle de la société civile est indispensable, aux côtés d'autres acteurs clés : les gouvernements, le secteur privé et les villes.

Je n'annonce rien de nouveau en énonçant que cette application des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030 nous concerne toutes et tous. Ces objectifs traitent de problèmes d'importance vitale pour notre planète, nos enfants, nos petits-enfants et nous-mêmes. Cela dit, nous ne pouvons pas ignorer que le niveau d'acceptation national du besoin de s'adapter au changement climatique, ou l'urgence à redéfinir les priorités nationales de développement pour refléter la menace posée par le changement climatique, varient beaucoup d'un pays à l'autre. Malgré la disponibilité de données et les preuves convaincantes accumulées sur les gaz à effet de serre, malgré la fonte des calottes glaciaires et les événements climatiques graves tels que les grandes tempêtes ou les sécheresses, il reste des climato-sceptiques – et certains d'entre eux sont des chefs de gouvernements puissants.

Ce constat, par lui-même, peut avoir des implications pour la décision politique, par exemple en entraînant des réductions des budgets pour l'énergie renouvelable. La tentation de laisser-faire ou d'ignorer les objectifs de l'Accord de Paris sur le

changement climatique, pour un développement plus durable, se fait clairement au détriment du développement mondial.

Je pense qu'à l'ICSW, nous devons être très ouverts et transparents dans nos attitudes face à ce problème. Nous devons rester unis avec les organismes, les entreprises et les dirigeants des villes qui soutiennent les Objectifs de l'ONU et du Développement Durable à l'horizon 2030 (ODD 2030). Pour nous, ces objectifs forment une politique internationale tournée vers le futur, soigneusement élaborée de manière inclusive, pour le bénéfice de la planète entière et pour toutes et tous. L'adoption de ce document, et des documents précédant la conférence de Paris de 2015, est la reconnaissance, de la part des décideurs politiques, de l'importance vitale des preuves scientifiques des effets délétères des émissions de carbone sur le climat de la planète. Ces preuves ont été recueillies par des universitaires de nombreux pays, depuis de nombreuses années.



D'une certaine façon, l'acceptation et l'adoption des conclusions et des recommandations de la conférence de Paris reflètent une volonté aux plus hauts niveaux des gouvernements de faire confiance à la communauté scientifique, alors même que certaines conclusions importantes paraissent très techniques et peut être peu claires pour le public.

Les conclusions du Panel intergouvernemental sur le changement climatique, contenues dans le rapport de la Cinquième Evaluation de 2014, confirmaient que « le réchauffement climatique est évident, et depuis les années 1950, de nombreux changements observés sont d'une ampleur inégalée depuis des millénaires... Il est extrêmement probable que l'influence humaine a été la cause dominante du réchauffement que l'on observe. »

Pendant que les diplomates de nombreux pays se rencontraient pour créer les guides techniques pour l'application de l'Accord de Paris, une grande incertitude est apparue quant au futur de cette adaptation au changement climatique – même si les engagements de l'Accord de Paris ne débutent qu'en 2020. En tant qu'organisme, l'ICSW ne devrait pas hésiter à prendre parti, et placer ses efforts et ses choix dans le camp de ceux qui soutiennent les Objectifs de l'ONU et du Développement Durable à l'horizon 2030. Il s'agit d'une question de principe.

Mais à l'ICSW, nous ne travaillons pas sur l'environnement. Notre expérience (et notre reconnaissance internationale) se situe ailleurs, et tout d'abord dans le domaine du bien-être humain. A mon sens, un point d'entrée clair pour l'ICSW dans le contexte des ODD 2030 est, d'une part, de s'atteler à améliorer le bien-être des personnes et, d'autre part, de rappeler notre position de longue date pour faire de la protection sociale une priorité pour les politiques publiques mondiales.

La protection sociale est un investissement dans les personnes, dans le développement de leurs capacités. Elle est bénéfique aux individus, aux familles et à la société en général. Comme nous le savons, la protection sociale est abordée plusieurs fois dans les ODD 2030. C'est d'abord un moyen de lutter contre la pauvreté et de l'éradiquer dans le monde : le document appelle à « mettre en œuvre les systèmes et les mesures de protection sociale appropriés pour toutes et tous, y compris des seuils, pour parvenir à une couverture conséquente pour les pauvres et plus vulnérables (objectif 1.3) ». Pour rendre les efforts à l'échelle mondiale plus complets, la protection sociale est identifiée dans le document comme une manière de reconnaître et de valoriser le travail de soin et domestique non rémunéré (objectif 5.4). Elle est mise en avant comme le moyen de promouvoir l'égalité, aux côtés de politiques fiscales et salariales (objectif 10.4).

Ainsi, l'adoption des ODD 2030 peut être comprise comme une nouvelle opportunité pour les promotrices et les promoteurs de l'Initiative pour un seuil de protection sociale, dont l'ICSW fait partie ; il s'agit de plaider

politiques de protection sociale sur le terrain dans le contexte d'un développement durable.

J'aimerais souligner que la protection sociale est un enjeu politique – de la même manière que tous les enjeux sociaux sont par définition politiques. Pour être efficace, les programmes de protection sociale doivent toujours être spécifiques au pays ciblé : il n'y a pas de solution unique qui puisse convenir à tous. La solution est le fruit de l'histoire et des valeurs qui prévalent dans chaque société, qui définissent ceux qu'elle considère vulnérables, à protéger et soutenir.

En réalité, les manières de concevoir et de sélectionner les politiques et les programmes, et de les prioriser dans les budgets nationaux, dépendent des classes politiques. Les objectifs immédiats varient : dans un pays, la priorité des schémas de protection va aux personnes âgées, dans un autre, aux mères seules ou aux enfants pauvres. Tout dépend des circonstances et des préférences nationales.

Mais j'aimerais insister sur le fait que si les dispositifs de protection sociale ont une fonction essentiellement défensive - en construisant des défenses ou en soutenant les individus lorsqu'ils font face à des chocs sociaux-, ils ont aussi une fonction de renforcement des capacités et d'*empowerment*. Il est ainsi évident qu'ils jouent un rôle clé dans le renforcement du potentiel humain et son développement.

La formulation des Plans nationaux qui prennent en compte les engagements des ODD 2030 est par définition un énorme défi, étant donné l'échelle et l'ambition des ODD 2030. Pour que leur mise en œuvre soit participative et inclusive, tous les acteurs et tous les groupes doivent être inclus dans le dialogue autour des manières et des moyens de la mise en œuvre. Les associations de la société civile (dont l'ICSW), le secteur privé, les universitaires et les philanthropes peuvent toutes et tous aider à : délimiter l'espace de la politique publique, formuler les préoccupations du public en contexte de renforcement des capacités pour traiter les priorités nationales liées à la mise en œuvre, proposer des projets d'allocation de ressources financières et techniques, et établir les mécanismes pour contrôler les progrès accomplis. L'ICSW pourrait clairement jouer un rôle de catalyseur ici, au niveau régional, en agissant au travers

de ses plateformes régionales, dont la Plateforme Sociale Européenne.

Etant donné le rôle de promotion de la protection sociale de l'ICSW, nous devrions continuer notre politique d'ouverture car les ODD 2030 sont une opportunité de plaider pour la justice, la dignité et la protection sociale. Le changement climatique a largement changé le discours du développement international, en attirant l'attention sur plusieurs nouveaux enjeux, dans toute leur complexité. Les enjeux clés associés au réchauffement climatique ont capturé l'attention médiatique et l'attention du public. Promouvoir les politiques de protection sociale à travers des accords conçus en contexte de changement climatique peut augmenter le financement de plusieurs programmes sectoriels importants. Ceux-ci font sens pour l'adaptation au changement climatique mais aussi pour la protection des personnes qui sont directement affectées par ce changement, comme les populations indigènes ou celles vivants sur les côtes ou dans des régions reculées. Il est bien connu que de nombreux pauvres sont affectés de manière disproportionnée par les aléas climatiques. En ce sens, assister les pauvres et les groupes vulnérables via la protection sociale est important d'un point de vue moral, (tout comme il est importante de représenter une manière de réduire la souffrance humaine) mais cela contribue aussi à atténuer les effets du changement climatique. La protection sociale joue un rôle important ici et il pourrait s'accroître dans le futur.

Le schéma de politique publique nationale intégré pour une action bi-dimensionnelle telle que celle-ci ne devient viable que s'il est lié à des priorités nationales qui reflètent les besoins immédiats des populations. Ce n'est qu'ainsi que l'intégration des dimensions économiques, sociales et environnementales – un prérequis clé de la réussite – peut être pleinement acceptée par les acteurs de terrain.

Mais il y a là une autre dimension, plus large. Je fais référence à la possibilité d'émergence de nouvelles normes sociales internationales, suite aux ODD 2030. La protection sociale peut être considérée comme l'une de ces nouvelles normes qui gagnent peu à peu en importance – la situation est en train de changer. Par exemple, au début des années 2000, les Etats

membres de l'ONU ont discuté de la feuille de route concernant la protection sociale, au cours de l'une des séances de la Commission pour le développement social. Cependant, les délégués n'ont pas pu se mettre d'accord sur le besoin de soutenir ce type d'efforts ni au niveau international ni au niveau national. Moins de dix ans plus tard, la communauté internationale a été témoin d'une évolution conséquente lorsque le Bureau international du travail a adopté la Recommandation 202. L'engagement de plusieurs pays pour une meilleure protection sociale est maintenant une réalité et ceci peut être considéré comme une évolution des normes. De même, il est clair que cette option est abordable, y compris pour les pays à revenus moyens. A mon sens, notre travail de plaidoyer doit mettre l'accent sur l'importance de reconnaître la protection sociale comme une nouvelle norme internationale. Cela pourrait faciliter nos efforts sur d'autres fronts de plaidoyer et de coopération technique.

Enfin, quelques mots sur le rôle de l'ICSW en tant qu'organisme de la société civile de contrôle des engagements et des décisions sur la protection et le changement climatique. Je pense qu'une approche du bas vers le haut pourrait nous être utile pour inclure les voix de nos membres dans les processus de prise de décision locaux et nationaux. Elle pourrait être particulièrement efficace, étant donné que la prochaine Conférence mondiale conjointe de Dublin, à venir en juillet 2018, va aborder le thème de « La durabilité de l'environnement et des communautés ».

A mon avis, les évaluations du bas vers le haut des programmes, menées par des acteurs indépendants majeurs, ont prouvé leur efficacité dans de nombreux domaines du développement socio-économique. Leur rôle positif peut être particulièrement saillant dans l'identification des blocages et dans la suppression des obstacles à la mise en œuvre nationale des ODD 2030. Si les idéaux et les actions contenues dans les plans nationaux liés aux ODD 2030 et à la protection sociale doivent être réalisés, alors tous les secteurs de la société doivent jouer un rôle dans la mise en œuvre et doivent être partie prenante dans toutes les phases de la politique publique sur le terrain. Ce processus ne pourrait que promouvoir la conscience du public, tout en générant des connaissances pour les

décisionnaires politiques. De plus, la prise de décision fondée sur les preuves et les données empiriques a une meilleure chance de réussir, même si elle remet en question des approches conventionnelles existantes.

Enfin, les données existantes prouvent que l'engagement citoyen fait toujours la différence. Les débats nationaux sur le fond des thèmes des ODD 2030, conduit avec la société civile, les universitaires et les politiques, peuvent clarifier la relation entre les priorités d'adaptation et de développement. Les activités d'adaptation représentent une nouvelle politique pour la plupart des pays. Un travail non négligeable doit être mené par tous les acteurs, si l'on veut envisager les liens entre les politiques existantes et les interventions à venir. Davantage d'activités de promotion vers le public et les media pourraient être essentielles pour toucher un public plus large et accroître les effets de nos actions.

Cet article est une version courte de la présentation. Le texte complet de l'intervention sera publié dans les actes de la conférence en fin d'année, en russe et en anglais.

La situation démographique et ses effets socio-économiques : Analyses comparatives de pays européens

Odile Frank, Présidente du Forum pour la santé des ONG (NGO Forum for Health) & Représentante spéciale de l'ISCW aux Nations Unies à Genève



Odile Frank est spécialiste des sciences sociales, de santé publique et de politiques sociales. Elle a plus de 30 ans d'expérience

en développement international et dans des domaines techniques tels que la gestion de données, les négociations

externes et la gestion en postes à responsabilité. Actuellement, elle est la représentante spéciale de l'ISCW aux Nations Unies à Genève et présidente du forum pour la santé des ONG à Genève.

Ses domaines d'expertise incluent : les politiques de droits à la santé mondiale, les professionnels de santé, le VIH/Sida et les infections sexuellement transmissibles, les inégalités de genre et de santé, le développement social, la démographie et les biostatistiques. Elle a plus de 150 publications scientifiques à son nom.

L'analyse d'Odile Frank met l'accent sur une sélection de pays représentatifs des intérêts et des objectifs des participant.es de la conférence. Les neuf pays sélectionnés sont dans les quatre régions suivantes : Europe du Nord, Europe de l'Ouest, Europe du Sud et Europe de l'Est. Il existe des différences entre ces régions et pays si bien que des tendances démographiques se démarquent nettement. Les pays sont comparés selon la croissance démographique due à la croissance naturelle et l'équilibre migratoire, et selon le vieillissement (estimé à partir des projections de la fertilité), la mortalité infantile et adulte, et les distributions d'âge des immigrés et des émigrés. Il est clair qu'étant donnés les paramètres démographiques actuels et les projections, il est probable que certains pays compenseront le vieillissement de leur population par l'immigration. D'autres pays ressentiront probablement les effets du vieillissement plus lentement à cause de leur mortalité adulte plus élevée. D'autres encore

verront probablement leur population vieillir et se réduire considérablement. Chaque groupe de pays pourrait être confronté à des problèmes de besoin en services sociaux pour sa population vieillissante. Les causes et les conséquences économiques de ces tendances sont aussi discutées, ainsi que les approches en termes de politiques publiques possibles pour subvenir à des besoins en services sociaux.

Pays : Autriche, Biélorussie, Danemark, Finlande, France, Lituanie, Fédération Russe, Espagne et Suisse.

Les conséquences démographiques des tendances économiques et sociales mondiales sont complexes, tout comme le sont les interactions entre les facteurs sociaux, économiques, politiques et culturels qui les influencent. Pour illustrer les causes et les conséquences démographiques au regard des objectifs de cette conférence, c'est-à-dire, d'examiner les notions de « Bien-être, Cohésion sociale et Développement durable : la recherche de réponses aux défis contemporains », cette analyse éclaire un ensemble défini de défis et de pays. Le choix de pays est lié à l'affiliation institutionnelle des participant.es de la conférence (qui peuvent ou non être leur pays d'origine). C'est donc un échantillon pratique de pays qui pourront susciter l'intérêt des participant.es.

Les neuf pays sélectionnés appartiennent aux quatre régions d'Europe : Europe du Nord, Europe de l'Ouest, Europe du Sud et Europe de l'Est, selon la classification des Etats membres de l'ONU. Ces pays permettent d'appréhender les différences au sein de la région européenne, qui est vaste et variée. Les pays sont l'Autriche, la Biélorussie, le Danemark ; la Finlande, la France, la Lituanie, la Fédération Russe, l'Espagne et la Suisse. Les quatre groupes de pays représentent une population importante mais ils reflètent des proportions différentes de la population totale de chaque région, comme le montre le tableau 1 ci-dessous. Il faut aussi savoir que les populations des quatre régions varient elle-même : par exemple, la population d'Europe de l'Est est trois fois plus importante que celle d'Europe du Nord et deux fois plus importante que celle de l'Europe du Sud, définies par les Nations Unies.

Tableau 1. Pays européens par sous-région, population totale et proportion estimée de population totale de chaque région représentée par une sélection de pays

L'analyse, abrégée ici, développe la discussion des sujets ci-dessous.

Les pays inclus dans l'analyse étaient classés comme des économies à hauts revenus par les Nations Unies en 2015 (dont le produit national brut par tête dépasse 12,736 US\$), à l'exception de la Biélorussie qui était classée comme une économie de hauts à moyens revenus (pour un produit national brut par tête entre 4,126 US\$ et 12,735 US\$).

Tendances démographiques

Population totale, fertilité, mortalité infantile, espérance de vie, population par groupe d'âge : moins de 15 ans, 15-59 ans et 60 ans et plus, espérance de vie à 60 pour les hommes et pour les femmes, proportion de la population âgée de 80 ans et plus.

Région	Pays	Population totale (tous pays confondus) et proportion estimée de la région entière	
		millions	pour cent (%)
Europe du Nord	Danemark, Finlande, Lituanie	14.1	14
Europe de l'Ouest	Autriche, France, Suisse	81.1	43
Europe du Sud	Espagne	46.1	30
Europe de l'Est	Biélorussie, Fédération Russe	152.9	52

- Tendances démographiques et vieillissement de la population
- Vieillesse et protection sociale
- Éléments démographiques de la dépendance

Variation d'un point de pourcentage de la population âgée de 60 ans ou plus, ratio de dépendance totale en 2015 et 2030 : ratios de dépendance augmentés, ratio de soutien potentiel en 2015 et 2030 : ratio de soutien potentiel réduit, couverture des retraites, participation des personnes âgées de 65 ans et plus au marché du travail

Les pays sont énumérés de manière alphabétique ci-dessous, sauf lorsqu'ils sont triés par taille de population.

Discussion

L'analyse montre qu'entre les neuf pays il existe d'importantes différences démographiques et liées au vieillissement, qui ont des implications pour les politiques publiques. Néanmoins, tous les pays connaissent une baisse de la fertilité, qui est en dessous du seuil de remplacement. La population de tous les pays vieillit, à la fois structurellement et individuellement, car la longévité des adultes augmente.

Ainsi, les pays vont connaître des conséquences différentes face au vieillissement. L'analyse des projections démographiques et du vieillissement propose trois schémas pour ces neuf pays (pour une

synthèse des caractéristiques du vieillissement, voir les annexes 1 et 2).

Certains pays devraient connaître un vieillissement conséquent mais les effets en seront atténués par une immigration d'adultes en âge de travailler et de procréer (et les familles avec enfants). Ces pays incluent le Danemark, la France et la Suisse, et dans une moindre mesure, l'Autriche et la Finlande. Ces pays peuvent utiliser leurs ressources humaines et économiques pour s'ajuster au vieillissement progressif de leur population et s'accommoder de ses conséquences individuelles et populationnelles.

D'autres pays connaissent un vieillissement plus tardif que les autres,

parce que leur espérance de vie à la naissance a baissé dans entre la fin des années 1980 et les années 1990. En 2010-2015, l'espérance de vie a connu un rattrapage mais reste plus faible que dans les autres pays Européens. Ces pays sont la Biélorussie et la Fédération Russe, et dans une moindre mesure, la Lituanie. Ils ont maintenant l'espérance de vie la plus faible des neufs pays mais l'on projette une augmentation entre 2015-2020 et 2025-2030 : de 71.7 à 72.8 pour la Biélorussie, de 70.4 à 71.6 pour la Fédération Russe et de 73.7 à 75.1 pour la Lituanie. En Biélorussie et dans la Fédération Russe, malgré une émigration importante des adultes, la petite proportion des personnes âgées permet des ratios de dépendance plus bas et des ratios de soutien potentiel plus hauts que dans les autres pays. On projette une continuité dans cette tendance, mais ils ne devraient pas atteindre le niveau des autres pays avant 2030. Aujourd'hui, cet aspect donne un avantage pour traiter la question du vieillissement et se saisir de l'opportunité de commencer à mettre en œuvre des politiques publiques de gestion du vieillissement plus tôt que dans leurs pays voisins : plus de ressources peuvent être allouées à l'amélioration de la santé à tous les âges, pour augmenter les chances de vivre plus longtemps et en bonne santé. Aujourd'hui, des politiques sociales et économiques peuvent aussi être ciblées sur la réduction des mortalités infantiles et des nourrissons, qui sont plus hautes en Fédération Russe que dans les autres pays.

Enfin, d'autres pays connaissent un vieillissement significatif mais aussi une émigration des adultes en âge de travailler. Dans ce groupe, l'Espagne par exemple, devrait connaître une baisse marquée de la fertilité, une augmentation marquée de l'espérance de vie et une population plus âgée que les neuf autres pays. Simultanément, la population totale de l'Espagne va baisser à cause de la croissance naturelle faible et l'émigration adulte d'un côté, et de l'autre, du retour d'émigrés d'âges

avancés et de retraités immigrés, qui augmentent les effectifs de la population vieillissante et contribuent à l'économie.

Les tendances démographiques et les besoins en services sociaux

Les besoins en services sociaux des populations vieillissantes sont déterminés démographiquement par la taille absolue et relative des groupes d'âge avancés et leur longévité. Ces considérations démographiques n'abordent cependant que les dimensions sous-jacentes des besoins en services sociaux. La longévité est déterminée par des facteurs tels que les revenus, l'éducation et les choix de styles de vie aussi bien que par les systèmes de santé. Une bonne prise en charge sociale et sanitaire peut bénéficier d'autant plus à la longévité et à la qualité de vie des personnes âgées, augmentant ainsi l'espérance de vie aux âges avancés.

Une bonne prise en charge sociale et sanitaire relève de choix de politiques publiques qui dépendent de la volonté politique et des ressources allouées. De plus, elles doivent être adaptées à la prévalence et à la réalité épidémiologique des incapacités principales, ainsi qu'aux causes de décès des séniors. Ainsi elles pourront être adaptées, pertinentes et pourront avoir un effet sur la survie et la qualité de vie des personnes âgées. Elles doivent avant tout prendre en compte la santé et le bien-être de manière compréhensive, et plus particulièrement la santé mentale et les causes physiques de mauvaise santé.

Ainsi, on peut noter que les causes principales d'incapacités sont différentes pour les hommes et les femmes âgées, et ce dans le monde entier. Les dix premières causes de décès chez les hommes et les femmes de 60 ans et plus en 2012 sont indiquées dans le tableau 2 ci-dessous (à partir des données de l'Organisation mondiale de la santé, 2014).

Tableau 2. Dix premières causes d'incapacité et de décès chez les femmes et les hommes de 60 ans et plus dans le monde, en 2012

Ten leading causes of disability, globally, 2012 (years of life lost due to disability/100,000 persons)				Ten leading causes of death, globally, 2012 (deaths in thousands)			
Women		Men		Women		Men	
Depression	1,465	A hearing loss	1,870	Stroke	3,102,405	Ischaemic heart disease	2,985,226
A hearing loss	1,427	Back and neck pain	1,530	Ischaemic heart disease	3,087,753	Stroke	2,614,535
Back and neck pain	1,413	Falls	1,347	COPD ²	1,225,348	COPD ²	1,541,208
Dementias	1,295	COPD ²	1,276	Pneumonias	780,539	Lung cancer	858,088
Osteoarthritis	1,201	Diabetes	1,121	Diabetes	656,592	Pneumonias	746,789
COPD ²	1,200	Visual impairments	902	Hypertensive heart disease	571,320	Diabetes	500,976
Diabetes	1,143	Depression	883	Dementias	455,616	Hypertensive heart disease	399,580
Visual impairments	1,066	Dementias	850	Lung cancer	389,966	Stomach cancer	353,508
Falls	998	Prostatitis	840	Breast Cancer	286,593	Prostate cancer	309,168
Cataracts	756	Osteoarthritis	739	Kidney diseases	279,398	Liver cancer	306,859

D'autres études pourraient s'atteler à estimer les intrants totaux nécessaires à la prise en charge sociale des dix premières causes d'incapacités et de décès dans un ou plusieurs pays spécifiques, selon la distribution par âge et par sexe des séniors et au regard de la littérature scientifique sur la santé et les incapacités, leurs prises en charge selon des standards différents et leurs coûts.

[L'article complet sera disponible dans la publication de la Conférence de Moscou à l'automne 2017, en russe et en anglais.]

² COPD : *Chronic obstructive pulmonary disease*, soit maladies pulmonaires obstructives chroniques. Elles incluent les emphysèmes pulmonaires.

Références

Compilation des estimations du Département de protection sociale du Bureau international du travail, consulté le 3 mai 2017 : <http://www.social-protection.org/gimi/gess/RessourceDownload.action?ressource.ressourceId=44420>

BIT (2014). World Social Protection Report 2014/15. Organisation for Economic Co-operation and Development (2016). Gross pension replacement rates (indicator). Consulté le 3 mai 2017 : <https://data.oecd.org/pension/gross-pension-replacement-rates.htm>

United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2015a). World Population Prospects: The 2015 Revision, Key Findings and Advance Tables. Working Paper No. ESA/P/WP.241.

United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2015b). World Population Prospects: The 2015 Revision, Volume I: Comprehensive Tables (ST/ESA/SER.A/379).

United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2015). World Population Ageing 2015 (ST/ESA/SER.A/390).

World Health Organization (2014). Global Health Estimates. Consulté le 3 mai 2017: http://www.who.int/healthinfo/global_burden_disease/en



L'ICSW Europe à la croisée des Chemins. Par Jean-Michel Hôte, Président de l'ICSW par intérim

La conférence qui s'est tenue à Moscou les 18 et 19 mai 2017 est le produit d'un partenariat entre la Région Europe de l'ICSW ("Conseil international de l'action sociale") et l'IAPE WSS (l'Institut de formation continue des professionnels des services sociaux). A l'ICSW Europe, nous sommes reconnaissants à nos collègues de l'Institut pour leur grande contribution à l'organisation de la Conférence de Moscou.

Le début de ce partenariat remonte à l'Assemblée générale de l'ICSW Europe à Prague le 27 mai 2016. L'institut avait rejoint l'ICSW l'année précédente et ses représentantes et représentants proposaient qu'une conférence comme celle-là soit organisée à Moscou pour commémorer le retour du travail social dans la Russie post-socialiste et pour présenter les évolutions et les défis auxquels elle est confrontée. Cette idée a été fortement soutenue par le président de l'ICSW de l'époque, Dr. Miloslav Hettes, qui représentait le comité slovaque de l'ICSW intitulé « Conférence permanente des organismes du secteur tertiaire ». Malheureusement, Miloslav n'a pas pu voir le fruit de son travail. Il est décédé le 12 janvier 2017, à l'âge de 62 ans.

Miloslav Hettes a accepté le poste de Président de l'ICSW Europe en 2014. Son mandat, renouvelé lors de l'Assemblée générale de 2016, aurait dû aboutir en 2018, au même moment que ceux des autres membres du Bureau de l'ICSW Europe. Le Bureau a joué un rôle majeur dans la conception du cadre et du programme de la conférence. Avec le soutien

du Bureau, Miloslav a proposé trois orientations en termes de politiques publiques :

- Améliorer la politique de communication avec la région européenne, à commencer par le renouvellement de la Lettre d'information régionale trimestrielle ;
- Augmenter le nombre de membres de l'ICSW et inclure les organismes de la société civile et les autres institutions pertinentes d'Europe centrale de l'Est et de l'Europe de l'Est, à commencer par la Slovaquie, mais aussi les sociétés civiles de République Tchèque, d'Arménie, de Moldavie et de la Fédération Russe. Renforcer les relations avec les pays tels que l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Bulgarie et la Roumanie. (l'ICSW définit « l'Europe » au sens régional large, transcendant les pays de l'Union Européenne et en continuité avec le Conseil de l'Europe).
- Collaborer davantage avec nos membres d'autres pays.

La Conférence de Moscou présentait l'opportunité d'atteindre ces trois objectifs d'un coup.



Cet événement était renforcé par les contenus des séminaires récents organisés par l'ICSW Europe de 2013 à 2016. Ils vont continuer à influencer le programme de travail jusqu'en 2020.

Ci-dessous, des exemples récents de partenariats entre l'ICSW Europe et ses membres en 2015 et 2016 :

Madrid, 23 avril 2015 : « *Les migrants et les seuils de protection sociale : facilités et obstacles d'accès aux services sociaux et sanitaires en temps de crise* », avec le soutien

de CEBES (Comité espagnol) et l'Université Pontificale Comillas ;

Helsinki, 9-10 juin 2015 : « *Investissements sociaux* », en coopération avec SOSTE (Comité finlandais) ;

Tbilisi, 30 octobre 2015 : « *Les seuils de protection sociale, un investissement pour l'Europe centrale et de l'Est* », en coopération avec GASW (l'Association géorgienne des travailleurs sociaux) et la Faculté de travail social en collaboration avec les comités lituaniens et slovaques ;

Basel, 9-10 novembre 2015 : « *Bénéfices sociaux, développement, défis, conséquences : une approche comparative de l'Autriche, l'Allemagne et la Suisse* », avec le soutien de CSIAS-SKOS (Comité suisse) et en collaboration avec DV (Comité allemand) et OESKA (Comité autrichien) ;

Frederiskberg (Danemark) Décembre, 2015 : « *Droits humains, citoyenneté, radicalisation et travailleurs pauvres* », avec le soutien de Socialpolitisk Forening (Comité danois) et Metropolitan University College;

Prague, 26 mai 2016 : « *Bonnes pratiques et échange d'expériences en travail social avec des personnes en situation de précarité* », en coopération avec l'Association de conseil aux citoyens (Comité autrichien) ;

Nous travaillons toutes et tous au programme et les aspects pratiques de cet évènement depuis le mois de septembre 2016.

Nous garderons toujours en mémoire notre ancien Président, Miloslav Hettes.



Miloslav Hettes

enseignait à l'Institut de travail social de l'Université de santé et de sciences sociales de Sainte Elisabeth à Bratislava et l'Université de Trnava (Slovaquie). Ses cours abordaient le travail social, les enjeux du chômage, le vieillissement, la

protection, les services sociaux, l'économie sociale, le développement durable et d'autres enjeux internationaux et européens.

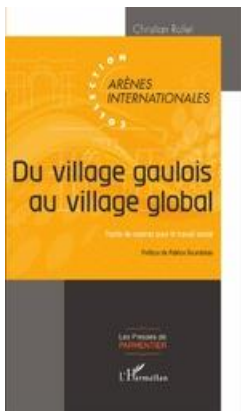
De juillet 1997 à Décembre 1999, il a été représentant permanent du député de la mission permanente de la mission slovaque aux Nations Unies. Il a été président du groupe de travail de l'UNECE sur le vieillissement à Genève et vice-président du comité des Nations Unies sur le développement durable à New York.

De 2006 à 2010 il a été directeur général au Ministère du Travail, des Affaires sociales et de la Famille de la République Slovaque. Il était responsable de la section de travail international et de politique sociale.

Ressources utiles – les trouvailles du mois

Du village gaulois au village global.

Christian Rollet *Points de repères pour le travail social*, L'Harmattan, 2017.



L'auteur de cet ouvrage, un chercheur et intervenant français reconnu, a occupé des postes à responsabilité au sein du gouvernement français. Il est l'ancien président du Conseil international de l'action sociale (2008-2012) et de l'ICSW Europe (2012-2014). Fort d'un riche contexte historique, l'auteur analyse les

particularités du travail social en France, dans le cadre du développement social de la France et du monde.

Pour plus de détails : <http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=52157>

Mobilising Bond Markets for a Low-Carbon Transition

OCDE, Paris, 2017

Ce rapport de l'OCDE décrit le développement du marché des actions vertes comme un instrument de la finance verte, et propose un état des lieux des actions de politiques publiques et des options pour promouvoir le développement et la croissance du marché.

Pour plus de détails :

http://www.oecd-ilibrary.org/environment/mobilising-bond-markets-for-a-low-carbon-transition_9789264272323-en

Questionnaire

Chères lectrices, Cher lecteurs de la Lettre d'information mondiale de l'ICSW sur la coopération mondiale,

Pour améliorer la lettre d'information et sa couverture des thématiques locales et régionale, je vous écris pour vous demander vos avis sur la lettre et son contenu.

Je vous remercie de répondre à ces trois questions :

a) Êtes-vous satisfait.e de la lettre en l'état ? (oui ou non)

b) Quelle serait la longueur optimale selon vous ?

5-7 pages

8-12 pages

Plus de 12 pages

c) Au-delà de la couverture régionale des activités des associations affiliées à l'ICSW, quels sont les enjeux de politiques publiques que vous aimeriez voir approfondis dans la lettre d'information ?

Sergei Zelenev

szelenev@icsw.org

Le contenu de cette Lettre d'information peut être reproduit librement ou cité si la source est indiquée. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement la politique de l'ICSW.

Rédacteur en chef:
Sergei Zelenev, Directeur général
E-mail: szelenev@icsw.org,

Adresse :
ICSW, 5700 Arlington Ave.,
Bronx, New York, 10471 (US Office)

icsw@icsw.org
Site www.icsw.org

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette lettre, merci de cliquer 'ici' en indiquant votre nom et adresse email